

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de l'agriculture et de la pêche

DIRECTION DES POLITIQUES

ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE  
Service de la production et des marchés  
3, rue Barbet de Jouy  
75349 Paris 07 SP

CIRCULAIRE

DPEI/SPM/C2000-4034  
:  
DATE : 06 JUILLET 2000

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

à

MESSIEURS LES PREFETS DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

**Objet** : modification de la circulaire C.98/n°8003 du 30 janvier 1998 relative à la mise en œuvre du règlement (CEE) n°59/97 du 16 janvier 1997 concernant une aide à la transformation de la canne en sirop de saccharose ou en rhum agricole dans les départements français d'outre-mer et modifiant le règlement (CEE) n°1713/93.

**Date de mise en application** : à partir de la campagne 2000

**Pour exécution**

- Messieurs les Préfets des départements d'outre-mer
- Messieurs les Directeurs de l'agriculture et de la forêt (4 ex.)

**Pour information**

- Secrétariat d'Etat à l'outre-mer (DAESC)
- ODEADOM
- ACOFA
- IGIR DOM
- CGGREF
- Réserve (20 ex.)

Le paragraphe C, quatrième alinéa de la première partie est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour la période 1996/1997 à 2000/2001, ce prix est de :

- 390,35 Francs/tonne de canne à 8 de richesse à la Martinique ;
- 363,79 Francs/tonne de canne à 9 de richesse à la Guadeloupe et en Guyane ;
- 334,57 Francs/tonne de canne à 13,8 de richesse à la Réunion.

Le paragraphe D, premier alinéa de la première partie de la circulaire susvisée est modifié de la manière suivante :

« Les contrôles seront effectués par la Direction de l'agriculture et de la forêt :

- sur documents, pour toutes les demandes d'aide, à partir des déclarations des distillateurs et des bordereaux de livraison des cannes entrées en distillerie ;
- sur place, dans chaque distillerie de manière inopinée pendant la campagne rhumière, à partir de tout moyen demandé aux distillateurs. »

Le Directeur des Politiques  
Economique et Internationale

Rémi TOUSSAIN